



Communiqué de presse 13 Février 2025

L'Union Départementale de la Vienne appelle l'ensemble des travailleurs du département à se mettre en grève et rejoindre les rassemblements organisés le 20 Février 2025. Ceux-ci, à 10h 5bd de l'Envigne à Châtellerault, 11h30 sur le parvis du CHU à Poitiers et 14h 41 rue du Touffenet à Poitiers ont pour but de dénoncer le budget honteux du gouvernement Bayrou/Macron et notre volonté d'abroger la retraite à 64 ans.

Nous voyons se dégrader d'année en année le pouvoir de vivre des travailleurs et des retraités, les salaires et les pensions ne suivent pas l'inflation et il devient de plus en plus difficile pour la majorité de la population de vivre dignement de son travail. Loyer, nourriture, énergie, mutuelle, les principaux postes de dépenses d'une vie sont ceux qui augmentent le plus.

Alors que le PIB augmente toujours, les seuls à profiter de ces gains sont les plus grandes fortunes du pays. Les inégalités explosent, et pourtant le gouvernement Bayrou/Macron ne compte faire peser la charge de la solidarité financière que sur les plus précaires. En effet, comme à chaque fois depuis la sortie de la seconde mondiale, dès qu'il s'agit de récupérer l'argent capter par les exploités, ceux-ci menacent de quitter le pays. Comme l'a très justement dit notre secrétaire général Sophie Binet les rats prêts à quitter le navire » désignent bien ceux qui se gavent d'argent public pour s'enrichir toujours plus sans limite. Déjà le MEDEF, appuyé par tous les partis à sa botte pousse des cris d'orfraie sur l'attaque contre les patrons. Ils utilisent l'image du petit patronat, parfois même des artisans, pour cacher la responsabilité des affameurs que sont les Arnaud, Bolloré et consort.

Car c'est bien là un problème de lutte de classe. L'argent des ultra-riches est pris sur le travail des salariés. En France, la dépense chaque année de 200 milliards d'euros dans des aides sans conditions ni contreparties pour les entreprises correspond à l'équivalent un quart du budget de l'Etat. Deux fois et demi le budget de l'Education Nationale, cinq fois celui de la Transition écologique, huit fois celui de l'Enseignement supérieur et de la recherche ou onze fois celui de la Santé et des Solidarités.

Il devient urgent de réinvestir dans le vivant : augmenter les salaires et les cotisations sociales, baisser le temps de travail par le retour de la retraite à 60 ans et la mise en place des 32h.

Julien Hémon

Secrétaire Général UD CGT 86